



## VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – Publication du rapport d’avril 2016

---

Dans son rapport d’avril 2016, publié aujourd’hui le 26 avril, le vérificateur général, Michael Pickup, a déclaré que le gouvernement affiche une faible amélioration par rapport aux années antérieures quant à la mise en œuvre complète des recommandations formulées à l’issue d’audits antérieurs.

« Un faible taux d’achèvement, qui a très peu changé par rapport à l’année précédente, est décevant. »

Des 400 recommandations suivies émanant de 23 audits effectués en 2012 et 2013, il en reste 161 à être traitées.

« Bien qu’un taux d’achèvement de 60 pour cent représente une faible amélioration par rapport à celui de 58 pour cent de l’an dernier, il est encourageant de voir que six organismes affichent des taux entre 80 et 100 pour cent », a précisé M. Pickup. « Ces organismes devraient être reconnus pour cet accomplissement. »

Les organismes qui montrent de faibles résultats de mise en œuvre complète font en sorte de maintenir le taux à un niveau insuffisant. Par exemple, la Régie de la santé de la Nouvelle-Écosse et le Centre de soins de santé IWK ont des taux d’achèvement de seulement 20 et 24 pour cent à l’égard des recommandations visant à améliorer les contrôles sur l’information personnelle sur la santé des Néo-Écossais. L’audit en question a été effectué en 2012 et il s’est passé amplement de temps pour corriger ces questions.

Sur les 23 audits que nous avons suivis, cinq organismes ont des taux inférieurs à 50 pour cent.

« Après plus de deux ans pour passer aux actes, ces organismes auraient dû résoudre plus de problèmes qu’il en existe maintenant. Le gouvernement, le comité des comptes publics et la population néo-écossaise devraient les tenir responsables de ces résultats insatisfaisants », a fait savoir M. Pickup.

Les déficiences qui n’ont pas été réglées comprennent ce qui suit :

- surveillance des prescriptions pour empêcher la surconsommation et le mauvais usage
- protection de l’information sur la santé
- planification hospitalière
- contrôles des stocks des services mécaniques à Transports et Renouvellement de l’infrastructure
- surveillance de la santé et la sécurité au travail à Travail et Éducation postsecondaire
- gestion de la protection de la jeunesse à Services communautaires

Bien que 93 pour cent des recommandations formulées en 2012 et 2013 continuent d’être acceptées, le vérificateur général est en désaccord avec les raisons invoquées par le gouvernement pour ne pas mettre en œuvre 28 recommandations.

« Le ministère de l’Éducation et du Développement de la petite enfance a mentionné qu’il ne mettra pas en œuvre six recommandations formulées à la suite de notre audit de 2012 portant sur l’enseignement à domicile », a souligné M. Pickup.

« Ne pas améliorer la surveillance de l’enseignement à domicile signifie que le ministère ne sait pas si ces enfants reçoivent une éducation solide. »



Le vérificateur général est d'avis que les recommandations formulées au ministère du Développement économique et rural et du Tourisme au sujet du fonds d'emplois de la Nouvelle-Écosse sont toujours pertinentes pour le Fonds Investir Nouvelle-Écosse maintenant administré par le ministère des Services aux entreprises.

« Les recommandations voulant qu'il y ait des contrôles suffisants sur les programmes de financement sont pertinentes pour le nouveau fonds et essentielles pour tout programme de financement », a indiqué M. Pickup.

C'est la première fois que les résultats du suivi des recommandations découlant des audits de performance et des audits d'états financiers antérieurs sont présentés dans un rapport distinct. Cette présentation vise à souligner l'importance de tenir le gouvernement responsable de régler les problèmes dont il connaît l'existence dans les programmes et les entités.

« Je continuerai à présenter un rapport distinct sur le suivi des recommandations antérieures », a déclaré M. Pickup.

Le rapport de 69 pages peut être consulté sur le site [www.oag-ns.ca](http://www.oag-ns.ca).

---

#### POUR DIFFUSION :

Dans son rapport de suivi d'avril, le vérificateur général, Michael Pickup, a déclaré que le taux de 60 % du gouvernement à l'égard de la mise en œuvre des recommandations de 2012 et 2013 n'est pas satisfaisant.

Le gouvernement a eu plus de deux ans pour régler les questions.

Elles comprennent des déficiences dans les domaines de la santé, de l'éducation et de questions financières.

Des 400 recommandations suivies émanant de 23 audits effectués en 2012 et 2013, il en reste 161 à être traitées. Cinq organismes ont des taux inférieurs à 50 pour cent.

-30-

Renseignements pour les médias :

Darleen Langille  
902-424-4108  
Courriel : [darleen.langille@novascotia.ca](mailto:darleen.langille@novascotia.ca)